

l'Etat sacrifie notre sous-sol aux intérêts capitalistes

Le 30 mai 2010, Jean-Louis Borloo, alors ministre de l'Ecologie vantant haut et fort le Grenelle, signait dans le plus grand secret trois arrêtés autorisant l'exploration de gisements de gaz de schiste dans cinq départements (Ardèche, Aveyron, Drôme, Gard et Hérault). D'autres régions, comme la Seine-et-Marne et la Picardie, sont concernées par l'exploration d'huile de schiste.

Le gaz et l'huile de schiste sont des hydrocarbures dit « non conventionnels »; emprisonnés dans le schiste, roche située à plus de 2000m de profondeur. Leur exploitation était jusqu'alors trop onéreuse pour être rentable, mais la flambée des prix du pétrole et du gaz conventionnels a changé la donne. Pour les extraire, on injecte dans des puits forés spécialement des millions de litres d'eau sous haute pression mélangée à un détonant cocktail de produits chimiques. C'est ce que l'on appelle la « fracturation hydraulique ». La roche « fracturée » libère le gaz qui peut alors remonter à la surface.

Ils ne renonceront pas à leurs profits

L'exploitation des hydrocarbures non conventionnels permet de ré-évaluer les réserves mondiales en énergies fossiles de 50 à 250% selon les estimations. Ainsi, les multinationales de l'énergie vont pouvoir continuer à accumuler leurs profits faramineux durant de longues années. L'Etat n'hésite pas à privatiser notre sous-sol, bien commun par excellence, pour le plus grand bénéfice de ces capitalistes. Surtout que cette nouvelle possibilité permet de conserver le modèle de société hyper-dépendante aux hydrocarbures. Les gouvernements n'auront donc pas à prendre de mesure courageuse sur les modes de production et la structure énergétique de nos sociétés. Quel soulagement!

Un désastre écologique annoncé

Malheureusement, le bonheur des capitalistes et des gouvernants signifie encore une fois le malheur des peuples et de la Terre. Car grâce aux tristes exemples des Etats-Unis et du Canada, où cette pratique est en pleine essor depuis le début du XXIème siècle, nous connaissons très bien les conséquences dramatiques de la fracturation hydraulique:

- le paysage est défiguré par des dizaines ou centaines de puits nécessaires pour extraire ces ressources disséminées sur de grandes surfaces ;

- des millions de litres d'eau sont nécessaires, à l'heure où les ressources se font rares ;

- une partie des eaux usées et les produits chimiques qu'elle contiennent s'infiltrent dans les sols et les nappes phréatiques, et se retrouvent donc à terme dans les aliments et l'eau consommée par les animaux et l'homme;

- l'air est contaminé par l'évaporation du reste des eaux usées stockée dans des bassins de décantation, et par les émissions des usines et milliers de camions nécessaires à l'approvisionnement en eau et à la distribution du gaz.

L'exploitation des gaz et huile nuit donc gravement à la santé des habitants des

régions concernées (asthme, cancers, etc.), et est au final bien plus émettrice de gaz à effet de serre que la production d'hydrocarbures conventionnels.

Mobilisons-nous!

Face à cet impact environnemental désastreux, la contestation grandit, et un moratoire a finalement été annoncé le 4 février par Nathalie Kosciusko-Morizet, prolongé par Fillon le 11 mars. Mais nul doute que devant les énormes sommes déjà investies et la collusion entre le personnel politique et les grandes compagnies énergétiques, l'exploration reprendra bientôt et l'exploitation suivra dès qu'elle deviendra rentable.

Aberration écologique, cette décision serait pleinement conforme à la logique capitaliste. Les effets néfastes sur l'environnement et la santé humaine n'ont que peu d'importance face à l'insatiable soif de profit qui anime le capitalisme. C'est donc à l'ensemble de ce système économique mortifère qu'il faut s'attaquer. Pour cela il faut s'organiser et lancer nous-mêmes la lutte dès maintenant contre l'exploration du sous-sol, sans compter sur un réveil des élus, depuis trop longtemps endormis.

**Luttons contre
le gaz de schiste
et les
capitalistes !**

Alternative libertaire

BP 295

75921 Paris Cedex 19

contacts@alternativelibertaire.org

www.alternativelibertaire.org

9 mars 2011

Le mensuel
disponible
en kiosque

Je souhaite recevoir des informations sur les Ami-e-s d'AL

Je souhaite entrer en contact avec Alternative libertaire

Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel AL

Je m'abonne à *Alternative libertaire*

(20 euros pour un an, 15 euros pour lycéen-nes, étudiant-es, chômeuses/eurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM.....

TÉL. E-MAIL

ADRESSE.....



ne pas jeter sur la voie publique SVP